

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Bruxelles, le 10 décembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/43381]

2 DECEMBRE 2021. — Décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Chapitre 1^{er}. — *Structure et contenu minimal des études*

Article 1^{er}. À l'article 73, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et de l'organisation académique des études, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« À l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ou de niveau équivalent, aux conditions fixées par les autorités académiques, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un grade académique de master de spécialisation après la réussite selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires. ».

Chapitre 2. — *Organisation de l'enseignement*

Art. 2. À l'article 77 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 10°, les mots « et la cohérence pédagogique en cas de regroupement d'activités d'enseignement menant à des évaluations distinctes » sont ajoutés entre les mots « qui la composent » et « , les méthodes d'enseignement et d'apprentissage » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 11°, les mots « la pondération relative » sont remplacés par les mots « la méthode d'intégration » ;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Au sein d'un programme d'études, lorsqu'une unité d'enseignement est composée de plusieurs activités d'apprentissage relevant de plusieurs enseignants et donnant lieu à des évaluations distinctes, ceux-ci décident collégialement de la méthode d'intégration des évaluations des activités d'apprentissage correspondant à l'évaluation finale de cette unité. ».

Chapitre 3. — *Rythme des études*

Art. 3. À l'article 79, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, et concernant le premier cycle, une évaluation partielle est organisée en fin de premier quadrimestre. ».

Chapitre 4. — *Grades académiques*

Art. 4. À l'article 84, alinéa 3, du même décret, les mots « , de master en 60 crédits » sont insérés entre les mots « de bachelier de spécialisation » et les mots « ou de master de spécialisation ».

Chapitre 5. — *Inscription aux études*

Art. 5. À l'article 95/1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 15 novembre » sont remplacés par les mots « 31 octobre » ;

2° les mots « dans l'attente de la décision » sont abrogés.

Art. 6. À l'article 96, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement. ».

Art. 7. L'article 100 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 100. § 1^{er}. Le programme annuel d'un étudiant qui s'inscrit pour la première fois à un programme d'un premier cycle est constitué des 60 premiers crédits de ce programme d'études (ci-après le 1^{er} bloc annuel), sauf en cas d'allègement.

S'il bénéficie de crédits acquis ou valorisés pour des unités d'enseignement de ce programme, il peut compléter son inscription d'unités d'enseignement de la suite du programme de cycle selon les modalités et dans le respect des conditions visées aux alinéas suivants.

Au terme de cette première inscription :

1° l'acquisition, le cas échéant, après valorisation, des 60 premiers crédits (le 1^{er} bloc annuel) entraîne la réussite de la première année de premier cycle ;

2° la non acquisition, le cas échéant, après valorisation, des 60 premiers crédits (le 1^{er} bloc annuel) entraîne l'échec de la première année de premier cycle.

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé au moins 45 crédits, il inscrit à son programme annuel les unités d'enseignement du 1^{er} bloc annuel non acquises et peut le compléter, moyennant validation du jury, par des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequis et pour autant que le nombre total de crédits de son programme n'excède pas 60 crédits. Le programme annuel d'un étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 55 crédits peut toutefois, moyennant accord du jury, comporter un maximum de 65 crédits.

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé de 30 à 44 crédits, il inscrit à son programme annuel les unités d'enseignement du 1^{er} bloc annuel non acquises. À sa demande, l'étudiant peut, moyennant accord du jury, le compléter par des unités d'enseignement de la suite du programme de cycle pour lesquelles il remplit les conditions prérequis et pour autant que le nombre total de crédits de son programme n'excède pas 60 crédits. Par ailleurs, il peut compléter son inscription d'activités d'aide à la réussite prévues à l'article 148.

Dans l'hypothèse visée au 2°, si l'étudiant a acquis ou valorisé moins de 30 crédits, il inscrit à son programme annuel les unités d'enseignement du 1^{er} bloc annuel non acquises et complète son inscription d'activités d'aide à la réussite prévues à l'article 148.

§ 2. Au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, le programme annuel d'un étudiant se compose :

1° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants ;

2° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequis.

Le programme annuel de tout étudiant est soumis à l'accord du jury qui veille notamment à l'équilibre du programme annuel de l'étudiant et au respect des prérequis et corequis. En fin de cycle, sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant, le jury peut transformer des prérequis en corequis.

Le jury s'assure que la charge annuelle de l'étudiant est au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle, en cas d'allègement prévu à l'article 151, ou sous réserve de ce qui suit.

Le jury peut, par décision individuelle et motivée, valider un programme annuel inférieur à 60 crédits dans les cas suivants :

a) en cas de coorganisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors Communauté française ou en cas de mobilité ;

b) lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant des unités d'enseignement pour lesquelles il n'a pas encore acquis des prérequis ;

c) pour des raisons pédagogiques ou organisationnelles dûment motivées, sans que ce programme ne puisse être inférieur à 55 crédits ;

d) à la demande de l'étudiant, afin d'équilibrer les crédits restants dans la poursuite des études;

e) lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques notamment pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.

§ 3. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits maximum du programme d'études du premier cycle peut compléter son programme annuel par des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequis.

Il reste inscrit dans le premier cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du deuxième cycle, il est réputé inscrit dans le deuxième cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du deuxième cycle.

Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne sans que l'ensemble des crédits ne puisse dépasser 60 crédits.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les unités d'enseignement du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études sauf pour les grades de master en 60 crédits.

Pour l'étudiant en fin de cycle visé au présent paragraphe, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle.

§ 4. Par dérogation aux dispositions des paragraphes précédents, l'inscription aux études de troisième cycle porte sur l'ensemble du programme, tandis que celle aux études de formation continue porte sur un programme personnalisé. ».

Art. 8. À l'article 101 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « la date limite d'inscription est fixée au 31 octobre » sont remplacés par les mots « la date limite des demandes d'inscription est fixée au 30 septembre » ;

b) les mots « Toutefois, par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'établissement d'enseignement supérieur, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient. » sont remplacés par les mots « Toutefois, l'établissement d'enseignement supérieur peut autoriser exceptionnellement l'inscription d'un étudiant qui fait sa demande au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient, sans que cette demande d'inscription ne puisse être postérieure au 15 février. » ;

2° il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« Entre le 1^{er} octobre et le 31 octobre de l'année académique en cours, un étudiant de première année de premier cycle peut demander de modifier son inscription sans que cette nouvelle demande ne soit considérée comme une réorientation. » ;

3° à l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, les mots « la date limite d'inscription effective » sont remplacés par les mots « la date limite des demandes d'inscription fixée à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 9. À l'article 102 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} :

a) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« L'étudiant inscrit conformément à l'alinéa précédent reçoit également de l'établissement, pour l'année académique en cours, une carte d'étudiant personnelle sur laquelle figurent, outre ses nom et prénom(s), au minimum une photo d'identité en noir et blanc fournie soit par l'étudiant soit par l'établissement, le numéro d'étudiant et la mention de l'établissement. Le prénom d'usage, prénom qu'une personne s'est choisi qui correspond mieux à son identité de genre et par lequel la personne souhaite être appelée, peut également être mentionné. Cette carte d'étudiant permet à l'établissement d'identifier l'étudiant, notamment lors des activités d'apprentissage, travaux pratiques et évaluations, ainsi que lors des activités sportives et culturelles organisées par l'établissement. » ;

b) à l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 » ;

c) à l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots « aux alinéas 1 et 2 » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1 et 3 » ;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « alinéas 2 et 3 » sont remplacés par les mots « alinéas 3 et 4 » ;

3° au § 3 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « En dehors de l'hypothèse prévue à l'article 101, alinéa 2, » sont insérés avant les mots « L'étudiant de première année du premier cycle » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « L'établissement d'accueil, une fois la réorientation approuvée, informe l'établissement d'origine du changement d'établissement. ».

Art. 10. À l'article 103, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « l'article 102 » sont remplacés par les mots « l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Art. 11. À l'article 104, alinéa 2, du même décret, les mots « , ainsi que l'implantation ou les implantations où les activités d'apprentissage sont réalisées et évaluées » sont ajoutés après le mot « partenaires ».

Chapitre 6. — Accès aux études

Section 1^{re}. — Accès aux études de premier cycle

Art. 12. À l'article 107 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le littéra 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° d'un diplôme de bachelier de type court, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un certificat d'aptitudes pédagogiques, selon la liste définie et tenue à jour par le Gouvernement, après consultation de l'ARES ; » ;

2° à l'alinéa 2, 2°, les mots « ou par l'Ecole royale militaire » sont ajoutés entre les mots « germanophone » et « similaire » ;

3° à l'alinéa 2, 2°, les mots "ou par les autorités de l'établissement d'enseignement de promotion sociale" sont ajoutés après les mots "par les autorités de la Haute Ecole" ;

4° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le candidat peut également être titulaire d'un des titres d'accès repris à l'alinéa 2. » ;

5° à l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots « En outre, pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de bachelier de spécialisation, le candidat doit être titulaire d'un grade de bachelier ou d'un grade équivalent au grade de bachelier repris dans la liste définie et tenue à jour par l'ARES, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. » sont abrogés.

Section 2. — Accès aux études de deuxième cycle

Art. 13. À l'article 111, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'article 100, § 2, 3° et 4° » sont remplacés par les mots « l'article 100, §§ 6 et 7, » ;

2° les mots « l'article 100, §§ 6 et 7, » sont remplacés par les mots « l'article 100, § 3, ».

Art. 14. L'article 112 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 112. § 1^{er}. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui sont porteurs :

1° d'un grade académique de master ;

2° d'un grade académique similaire à celui mentionné au littéra précédent délivré par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux éventuelles conditions complémentaires qu'elles fixent ;

3° d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras 1° et 2° en application du présent décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès visées au littéra 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui ne lui donne pas accès aux études de master de spécialisation en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées, aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies ou les compétences qu'il a acquises sont valorisées par le jury pour au moins 240 crédits.

§ 3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de master de spécialisation les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors Communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux études de troisième cycle, même si les études sanctionnées par ces grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins. ».

Section 3. — Admissions personnalisées

Art. 15. L'article 117, alinéa 2, du même décret, est abrogé.

Chapitre 7. — Programme d'études et évaluations

Section 1^{re}. — Jurys

Art. 16. À l'article 131, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « de délibérer, » sont insérés entre les mots « sont chargés » et les mots « de sanctionner ».

Art. 17. L'article 133 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 133. Les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels.

Pour les étudiants de première année de premier cycle et ceux en fin de cycle, les décisions du jury sont rendues publiques par proclamation, puis affichage pendant au moins quinze jours qui suivent la proclamation.

Pour les autres étudiants, les décisions du jury peuvent être rendues publiques uniquement par affichage.

Le jury statue souverainement et collégalement. Ses décisions sont motivées.

Sur simple demande, un étudiant reçoit le détail des résultats des évaluations des enseignements sur lesquelles portait la délibération. ».

Section 2. — Diplômes

Art. 18. À l'article 145 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Ils font référence explicitement au supplément au diplôme qui les accompagne. » sont remplacés par les mots « Afin d'identifier précisément l'étudiant et de garantir une authentification internationale des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Communauté française, apparaissent sur chaque diplôme son nom, son prénom, ses lieu et date de naissance. Chaque diplôme fait référence explicitement au supplément au diplôme qui l'accompagne. » ;

2° un alinéa rédigé comme suit est ajouté après l'alinéa 2 :

« Les personnes ayant obtenu une modification de leur nom ou prénom, en application de la législation pertinente, peuvent demander à l'établissement qui leur a délivré un diplôme de délivrer gratuitement une attestation de conformité au diplôme tenant compte de ce changement de nom ou prénom, pour autant que la demande soit assortie de pièces démontrant ce changement. ».

Chapitre 8. — Aide à la réussite

Art. 19. À l'article 148 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par un alinéa 8° rédigé comme suit :

« 8° l'organisation d'examens blancs, de blocus, de séances de révision dirigées, de séances de questions-réponses préalables à l'évaluation, ou encore de tutorat. » ;

2° il est inséré trois nouveaux alinéas entre les alinéas 4 et 5, rédigés comme suit :

« Avant chaque année académique, les autorités des établissements d'enseignement supérieur établissent un plan stratégique comportant les mesures qu'ils souhaitent entreprendre en faveur de l'aide à la réussite des étudiants, en particulier :

1° la politique en matière d'encadrement des étudiants ;

2° les mesures particulières visant à lutter contre l'échec ;

3° les mesures de politique d'accueil, d'information, d'évaluation, d'orientation et de remédiation.

Ces plans sont communiqués à l'ARES.

Les rapports annuels justifiant les moyens octroyés dans le cadre de l'aide à la réussite sont établis en référence à ces plans stratégiques et l'ARES les intègre dans l'analyse qu'elle est amenée à faire de ces rapports justificatifs. » ;

3° à l'alinéa 6 ancien, devenant l'alinéa 9, les mots « 45 crédits au moins parmi » sont abrogés.

Art. 20. L'article 150 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 150. Pour les étudiants de première année de premier cycle n'ayant pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations de fin de premier quadrimestre, l'établissement est tenu d'organiser au moins deux autres périodes d'évaluation correspondant à ces mêmes enseignements en fin des deux quadrimestres suivants de l'année académique. Par dérogation à l'article 100, les étudiants de première année de premier cycle peuvent choisir, avant le 15 février, d'alléger leur programme d'activités de deuxième quadrimestre. Ce programme modifié est établi en concertation avec le jury et comprend des activités spécifiques de remédiation.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux unités d'enseignement de la suite du programme du cycle. ».

Art. 21. À l'article 151 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder à un étudiant un allègement de programme au moment de son inscription. Cet allègement ne peut être accordé que pour des motifs professionnels, académiques, sociaux ou médicaux dûment attestés.

Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder à un étudiant un allègement de programme en cours d'année académique. Cet allègement ne peut être accordé que pour des motifs sociaux ou médicaux graves dûment attestés. »

2° à l'alinéa 3, les mots « l'article 107, alinéa 3, » sont remplacés par les mots « l'article 107, alinéa 7, ».

TITRE II. — Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 22. À l'article 36^{quater} de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'article 148 » sont remplacés par les mots « en vue de mettre en place des aides à la réussite, conformément à l'article 148 » ;

2° l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 23. À l'article 36^{quater}/1 de la même loi, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 24. L'article 36^{sexies} de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36^{sexies}. Chaque établissement établit un rapport d'activités annuel, dont le modèle est déterminé par le Gouvernement, après avis de l'ARES, et qui reprend notamment :

1° la politique menée à l'égard des étudiants inscrits en première année de premier cycle ;

2° les activités organisées ;

3° le public cible ;

4° le taux de fréquentation par rapport au public ciblé ;

5° une évaluation des dispositifs mis en place ainsi que d'éventuelles pistes d'amélioration.

L'ARES est chargée d'analyser ces rapports en vue d'identifier les bonnes pratiques et de formuler dans ce cadre des propositions à l'égard de tous les établissements. Elle rédige également un rapport d'activités relatif à l'utilisation de l'allocation visée à l'article 36^{quater}, alinéa 3. ».

TITRE III. — Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études

Art. 25. L'article 5 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1^{er}. Outre les conditions prévues à l'article 3, un étudiant est finançable :

1. soit lorsqu'il s'inscrit à un cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit à des études de même cycle au cours des cinq années académiques précédentes ;

2. soit lorsqu'il a acquis la totalité des crédits lors de son inscription précédente dans ce cursus avec un programme annuel de l'étudiant minimum de 45 crédits, sauf en cas d'allègement ;

3. soit lorsqu'il remplit des conditions de réussite académique suffisantes telles que décrites aux paragraphes suivants.

§ 2. L'étudiant inscrit à un premier cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé de 180 crédits ne remplit plus les conditions de réussite académique suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de sa première inscription dans ce cursus, il n'a pas acquis ou valorisé les crédits associés à une unité d'enseignement minimum parmi les unités d'enseignement du premier bloc annuel ;

2. au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé les 60 premiers crédits du premier bloc annuel de son cursus ;

3. au terme de quatre inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 120 crédits de son cursus ;

4. au terme de cinq inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, 2°, au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, peut être considéré comme remplissant des conditions de réussite suffisantes, moyennant accord du jury :

1° l'étudiant visé à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 4 ou 5, du décret du 7 novembre 2013 qui a acquis ou valorisé 60 crédits dont au moins 50 crédits du premier bloc annuel ;

2° l'étudiant visé à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 6, du même décret qui a acquis ou valorisé au moins 50 crédits du premier bloc annuel, sous réserve des conditions complémentaires fixées par le jury qui peut lui imposer l'inscription à des activités d'aide à la réussite prévues à l'article 148.

Dans ces cas, le solde des crédits du 1^{er} bloc annuel doit être intégralement obtenu au cours de l'année académique suivante pour continuer à remplir les conditions de réussite suffisantes.

Le jury procède à une analyse des résultats de chacun des étudiants qui pourraient bénéficier des exceptions précisées à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Outre les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, l'étudiant inscrit à un premier cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé de 240 crédits ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de six inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 180 crédits de son cursus ;
2. au terme de sept inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

L'étudiant inscrit à des études de spécialisation de premier cycle ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

§ 3. L'étudiant inscrit à un deuxième cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de deux inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 60 crédits de son cursus, dont, le cas échéant, ceux du programme complémentaire visé à l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 précité;
2. au terme de quatre inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 120 crédits de son cursus ;
3. au terme de six inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

Lorsque des conditions complémentaires d'accès sont prévues en application de l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 précité, l'étudiant bénéficie :

1. d'une inscription supplémentaire lorsque ces conditions complémentaires représentent 30 crédits supplémentaires au maximum ;
2. de deux inscriptions supplémentaires lorsque les conditions complémentaires représentent de 31 à 60 crédits supplémentaires.

§ 4. Pour l'application des §§ 2 et 3, ne sont pas prises en compte les inscriptions au cours des années académiques précédentes qui ont conduit à l'obtention d'un grade académique.

§ 5. En cas de réorientation, l'étudiant visé aux paragraphes 2 et 3 bénéficie d'une inscription supplémentaire. Ce bénéfice n'est toutefois accordé qu'une seule fois sur la durée du cycle concerné. Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, l'étudiant qui se réoriente après la deuxième inscription dans le cycle de bachelier doit acquérir ou valoriser au minimum 50 premiers crédits de son cursus au terme de trois inscriptions au maximum dans le cycle, et les 60 premiers crédits de son cursus au terme de quatre inscriptions au maximum.

Pour l'application du présent paragraphe, la réorientation vise l'hypothèse prévue à l'article 102, § 3, du décret du 7 novembre 2013 ou celle dans laquelle un étudiant s'inscrit en début d'année académique à un programme d'études menant à un grade académique sans y avoir été déjà inscrit mais en ayant déjà été inscrit à un autre programme d'études.

Par ailleurs, lorsqu'un étudiant est en situation d'allègement de programme en application de l'article 150 sans réorientation ou de l'article 151 du décret du 7 novembre 2013, il bénéficie d'une demi-inscription supplémentaire dans le cycle concerné. Dans le calcul du cycle, la somme des inscriptions supplémentaires est arrondie à l'entier supérieur.

§ 6. L'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur la base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Il s'agit d'activités ou de concours ou d'épreuves d'accès tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

§ 7. Par dérogation au § 2, alinéa 1^{er}, 2° à 4°, l'étudiant, inscrit pour la première fois dans une première année de premier cycle, et qui, à l'issue de cette année, a acquis au moins 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études en sciences vétérinaires, mais qui n'a pas reçu d'attestation d'accès à la suite du programme de cycle, bénéficie d'une inscription supplémentaire.

§ 8. Pour les étudiants visés à l'article 100, § 3 du décret du 7 novembre 2013, le respect des conditions de finançabilité de l'étudiant est vérifié séparément dans chacun des deux cycles. ».

TITRE IV. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Chapitre 1^{er}. — *Dispositions transitoires*

Art. 26. L'article 100, §§ 6 et 7, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et de l'organisation académique des études, reste d'application jusqu'au 13 septembre 2023.

Art. 27. Les étudiants déjà inscrits dans un cycle d'études en Communauté française à l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis aux dispositions du décret du 11 avril 2014 applicables la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, tant qu'ils sont dans ce cycle d'études et au plus tard jusqu'à l'année académique 2023-2024 incluse.

Chapitre 2. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 28. Le décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget est abrogé pour le niveau d'enseignement supérieur.

Art. 29. Une évaluation du nouveau dispositif sera effectuée par l'ARES au cours de l'année académique 2026-2027 en ce qui concerne le parcours des étudiants (en ce compris la diplomation) et l'organisation des établissements (en ce compris l'impact sur leur financement).

Art. 30. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2022-2023, à l'exception de l'article 13, 2°, du présent décret, et de l'article 100, § 3, du décret du 7 novembre 2013, tel que remplacé par l'article 7 du présent décret, qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024. L'article 13, 1°, du présent décret entre en vigueur le dixième jour après celui de la publication du décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 307-1. — Amendement(s) en commission, n°307-2. — Rapport de commission, n° 307-3. — Texte adopté en séance plénière, n° 307-4

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 1^{er} décembre 2021.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/43381]

2 DECEMBER 2021. — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en andere wetgevingen inzake hoger onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen het volgende:

TITEL I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Hoofdstuk 1. — *Structuur en minimuminhoud van studies*

Artikel 1. In artikel 73, § 1, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"Na een initiële opleiding die bekrachtigd wordt door een academische graad van master of van gelijkwaardig niveau, onder de voorwaarden bepaald door de academische overheden, kunnen specialisatiestudies van de tweede cyclus tot een academische graad van master of specialisatie leiden nadat, overeenkomstig het studieprogramma, ten minste 60 extra studiepunten met succes zijn behaald.

Hoofdstuk 2. — *Organisatie van het onderwijs*

Art. 2. In artikel 77 van het decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 10°, worden de woorden "en de pedagogische samenhang in geval van groepering van onderwijsactiviteiten die tot afzonderlijke beoordelingen leiden" toegevoegd tussen de woorden "waaruit ze bestaat" en ", de onderwijs- en leermethodes";

2° in het eerste lid, 11°, worden de woorden "de relatieve weging" vervangen door de woorden "de wijze van integratie";

3° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Wanneer binnen een studieprogramma een onderwijseenheid samengesteld is uit verschillende leeractiviteiten die onder de verantwoordelijkheid van verschillende leerkrachten vallen en die aanleiding geven tot afzonderlijke beoordelingen, Deze leerkrachten beslissen collegiaal over de wijze van integratie van de beoordelingen van de leeractiviteiten die overeenkomen met de eindbeoordeling van deze eenheid."

Hoofdstuk 3. — *Studietempo*

Art. 3. In artikel 79, § 1, van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"In afwijking van het eerste lid kunnen bepaalde onderwijseenheden om gemotiveerde pedagogische redenen over de twee eerste vier maanden van het academiejaar worden gespreid; in dat geval, en met betrekking tot de eerste cyclus, wordt aan het einde van de eerste vier maanden een partiële beoordeling georganiseerd.

Hoofdstuk 4. — *Academische graden*

Art. 4. In artikel 84, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden „, van master in 60 studiepunten” ingevoegd tussen de woorden “van bachelor specialisatie” en de woorden “of van master specialisatie”.

Hoofdstuk 5. — *Inschrijving voor studies*

Art. 5. In artikel 95/1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “15 november” worden vervangen door de woorden “31 oktober”;

2° de woorden “in afwachting van de beslissing” worden geschrapt.

Art. 6. In artikel 96, § 1, van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Uiterlijk 15 dagen na ontvangst van zijn definitieve verzoek tot effectieve inschrijving moet de beslissing tot weigering van de inschrijving aan de student worden meegegeeld per aangetekende brief tegen ontvangstbewijs, of per e-mail op het door de student opgegeven e-mailadres of, in geval van herinschrijving, op het door de instelling opgegeven e-mailadres.

Art. 7. Artikel 100 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 100 § 1. Het jaarlijkse programma van een student die zich voor het eerst inschrijft voor een programma van de eerste cyclus bestaat uit de eerste 60 studiepunten van dit studieprogramma (hierna het 1e jaarlijkse blok genoemd), behoudens in geval van vermindering.

Indien hij verworven studiepunten geniet of studiepunten in aanmerking genomen voor onderwijseenheden van dit programma, kan hij zijn inschrijving aanvullen met onderwijseenheden uit de rest van het cyclusprogramma volgens de nadere regels en met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de volgende leden

Aan het einde van deze eerste inschrijving :

1° het behalen, in voorkomend geval, na valorisatie, van de eerste 60 studiepunten (het eerste jaarlijkse blok) leidt tot het slagen van het eerste jaar van de eerste cyclus;

2° het niet-behalen, in voorkomend geval, na valorisatie, van de eerste 60 studiepunten (het eerste jaarblok), leidt tot het niet-slagen van het eerste jaar van de eerste cyclus.

In het geval bedoeld in 2° kan de student, als hij ten minste 45 studiepunten heeft verworven of opgewaardeerd, de niet-verworven onderwijseenheden van het 1e jaarlijkse blok opnemen in zijn jaarlijkse programma en dit, onder voorbehoud van de bekrachtiging door de examencommissie, aanvullen met onderwijseenheden uit de rest van het cyclusprogramma, waarvoor hij aan de voorwaarden voldoet en op voorwaarde dat het totaal aantal studiepunten van zijn programma niet meer dan 60 studiepunten bedraagt. Het jaarlijkse programma van een student die ten minste 55 studiepunten heeft verworven of opgewaardeerd, kan evenwel, met instemming van de examencommissie, maximaal 65 studiepunten omvatten.

In het geval bedoeld in 2° kan de student, als hij 30 tot 44 studiepunten heeft verworven of opgewaardeerd, de niet-verworven onderwijseenheden van het eerste jaarlijkse blok opnemen in zijn jaarprogramma. Op zijn verzoek kan de student, met instemming van de examencommissie, zijn programma aanvullen met onderwijseenheden uit de rest van het cyclusprogramma waarvoor hij aan de voorwaarden voldoet en voor zover het totaal aantal studiepunten van zijn programma niet meer dan 60 studiepunten bedraagt. Bovendien kan de student zijn inschrijving aanvullen met activiteiten om hem te helpen slagen, zoals bepaald in artikel 148.

In het geval bedoeld in 2°, als de student minder dan 30 studiepunten heeft verworven of opgewaardeerd, neemt hij de niet-verworven onderwijseenheden van het eerste jaarlijkse blok op in zijn jaarlijkse programma en vult hij zijn inschrijving aan met de activiteiten om hem te helpen slagen zoals bedoeld in artikel 148.

§ 2. Naast de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus bestaat het jaarlijkse programma van een student uit :

1° onderwijseenheden uit de rest van het cyclusprogramma waarvoor hij reeds was ingeschreven en waarvoor hij de overeenstemmende studiepunten nog niet had verworven;

2° onderwijseenheden van de rest van het cyclusprogramma, waarvoor hij/zij aan de voorvereiste voorwaarden voldoet.

Het jaarlijks programma van elke student is onderworpen aan de goedkeuring van de examencommissie, die erop toeziet dat het jaarlijkse programma van de student evenwichtig is en dat de vooropleidingseisen en de basisvereisten in acht worden genomen. Aan het einde van de cyclus kan de examencommissie, op basis van de individuele beslissing van de student, de vooropleidingen omzetten in basisopleidingen.

De examencommissie zorgt ervoor dat een jaarlijkse werklast van de student ten minste 60 studiepunten bedraagt, behalve op het einde van de cyclus, in het geval van een vermindering zoals bepaald in artikel 151, of onder voorbehoud van het volgende.

De examencommissie kan bij individuele en gemotiveerde beslissing een jaarprogramma van minder dan 60 studiepunten bekrachtigen in de volgende gevallen

a) in geval van co-organisatie met instellingen voor hoger onderwijs buiten de Franse Gemeenschap of in geval van mobiliteit ;

b) wanneer het jaarprogramma van de student, om het minimumaantal van 60 studiepunten te halen, onderwijseenheden zou moeten omvatten waarvoor de student nog geen basisvereisten heeft verworven;

c) om naar behoren gemotiveerde pedagogische of organisatorische redenen, zonder dat dit programma minder dan 55 studiepunten telt;

d) op verzoek van de student, om de overblijvende studiepunten voor de voortzetting van de studie in evenwicht te brengen;

e) wanneer in het hoger kunstonderwijs, om het minimum van 60 studiepunten te bereiken, een onderwijseenheid in de categorie kunstvakken in het jaarprogramma van de student moet worden opgenomen, waarvoor de student ofwel nog niet de nodige vooropleiding heeft verworven, ofwel niet aan de organisatorische voorwaarden kan worden voldaan.

§ 3. Op het einde van de cyclus kan de student die nog maximaal 15 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus moet verwerven of opwaarderen, zijn jaarprogramma aanvullen met onderwijseenheden uit de volgende cyclus waarvoor zij aan de voorwaarden voldoet.

Hij of zij blijft ingeschreven in de eerste studiecycclus. Voor de verwerving of opwaardering van onderwijseenheden van de tweede cyclus wordt hij of zij echter geacht te zijn ingeschreven in de tweede cyclus.

De student betaalt de inschrijvingsgelden van de eerste cyclus en is vrijgesteld van het betalen van de inschrijvingsgelden van de tweede cyclus.

Het jaarprogramma van de student wordt door elke examencommissie bekrachtigd voor zover het hem betreft, maar het totale aantal studiepunten mag niet meer dan 60 studiepunten bedragen.

Een student die zijn graad van de eerste cyclus niet verworven heeft, mag in zijn jaarprogramma de onderwijseenheden van de tweede cyclus die overeenkomen met zijn scriptie of zijn eindejaarstudiewerk niet opnemen, behalve voor de graden van master van 60 studiepunten.

Voor de student aan het einde van de cyclus bedoeld in deze paragraaf worden de onderwijseenheden van de eerste cyclus onderzocht door de examencommissie van de eerste cyclus en worden de onderwijseenheden van de tweede cyclus onderzocht door de examencommissie van de tweede cyclus.

§ 4. In afwijking van de bepalingen van de vorige paragrafen geldt de inschrijving voor studies van de derde cyclus voor het volledige programma, terwijl de inschrijving voor studies van voortgezette opleiding betrekking heeft op een gepersonaliseerd programma.”.

Art. 8. In artikel 101 van het decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid:

a) worden de woorden “ wordt de einddatum voor de inschrijving op 31 oktober bepaald “ vervangen door de woorden “wordt de einddatum voor de inschrijving op 30 september bepaald”;

b) worden de woorden “ Nochtans, bij wijze van afwijking, kan de Regering, op advies van de instelling voor hoger onderwijs, uitzonderlijk een student ertoe machtigen zich in te schrijven na deze datums wanneer de omstandigheden het verantwoord “ vervangen door de woorden “ Nochtans kan de instelling voor hoger onderwijs de inschrijving van een student uitzonderlijk toelaten die een aanvraag na deze datums indient wanneer de aangevoerde omstandigheden dit rechtvaardigen, zonder dat deze aanvraag tot inschrijving later dan 15 februari wordt ingediend”;

2° tussen het eerste en tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt

“Tussen 1 oktober en 31 oktober van het lopende academiejaar kan een student in het eerste jaar van de eerste cyclus om een wijziging van de inschrijving verzoeken zonder dat dit nieuwe verzoek als een heroriëntatie wordt beschouwd.”;

3° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden “de einddatum voor de effectieve inschrijving” vervangen door de woorden “de einddatum voor de aanvragen tot inschrijving bedoeld in het eerste lid”.

Art. 9. In artikel 102 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1:

a) tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De student die ingeschreven is overeenkomstig het vorige lid ontvangt van de instelling voor het lopende academiejaar tevens een persoonlijke studentenkaart waarop naast zijn naam en voornaam (en), ten minste één pasfoto in zwart-wit geleverd ofwel door de student ofwel door de instelling, het studentnummer en de naam van de instelling staan vermeld. Ook de gebruikelijke voornaam, een voornaam die een persoon voor zichzelf heeft gekozen en die beter overeenstemt met zijn/haar genderidentiteit en waarmee de persoon wenst te worden aangeduid, kan worden vermeld. Deze studentenkaart stelt de instelling in staat de student te identificeren, met name tijdens leeractiviteiten, praktische werkzaamheden en evaluaties, alsook tijdens door de instelling georganiseerde sportieve en culturele activiteiten;

b) in het oude derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden “het tweede lid” vervangen door de woorden “het derde lid”;

c) in het oude vijfde lid, dat het zesde wordt, worden de woorden “in het eerste en tweede lid” vervangen door de woorden “in het eerste en derde lid”;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden “tweede en derde lid” vervangen door de woorden “derde en vierde lid”;

3° tot § 3:

a) in het eerste lid worden de woorden “Behalve in het geval bedoeld in artikel 101, tweede lid” ingevoegd voor de woorden “De student van het eerste jaar van de eerste cyclus”;

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt “De gastinstelling stelt, zodra de heroriëntatie is goedgekeurd, de instelling van herkomst in kennis van de verandering van instelling.

Art. 10. In artikel 103, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “artikel 102” vervangen door de woorden “artikel 102, § 1, eerste lid”.

Art. 11. In artikel 104, tweede lid, van hetzelfde decreet worden na het woord “partners” de woorden “, alsmede de vestigingsplaats of vestigingsplaatsen waar de leeractiviteiten worden uitgevoerd en geëvalueerd” ingevoegd.

Hoofdstuk 6. — Toegang tot studies

Afdeling 1. — Toegang tot studies van de eerste cyclus

Art. 12. In artikel 107 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt littera 1 vervangen door

“1° een diploma van bachelor van het korte type, van master, geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs of van het getuigschrift pedagogische bekwaamheid, volgens de lijst die door de Regering, na overleg met de ARES, wordt opgesteld en bijgehouden;” ;

2° in het tweede lid, 2°, worden de woorden “of door de Koninklijke Militaire School” ingevoegd tussen de woorden “Duitstalige” en “gelijkaardige”;

3° in het tweede lid, 2°, worden na de woorden “door de overheden van de hogeschool” de woorden “of door de overheden van de instelling voor het onderwijs voor sociale promotie” ingevoegd;

4° tussen het tweede lid en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Om te worden toegelaten tot de geïntegreerde proef van een afdeling die een graad van bachelor specialisatie uitreikt, overeenkomstig artikel 71 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, kan de kandidaat bovendien houder zijn van één van de toegangsbewijzen opgenomen in het tweede lid.";

5° in het oude vijfde lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden "Om te worden toegelaten tot de geïntegreerde proef van een afdeling die een graad van bachelor specialisatie uitreikt, moet de kandidaat bovendien houder zijn van een graad van bachelor of van een graad die gelijkwaardig is aan de graad van bachelor opgenomen in de lijst die door ARES wordt opgesteld en bijgehouden, overeenkomstig artikel 71 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie." opgeheven.

Afdeling 2. — Toegang tot de studies van de tweede cyclus

Art. 13. In artikel 111, § 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "artikel 100, § 2, 3° en 4°" worden vervangen door de woorden "artikel 100, §§ 6 en 7";

2° de woorden "artikel 100, §§ 6 en 7," worden vervangen door de woorden "artikel 100, § 3,".

Art. 14. Artikel 112 van het decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 112. § 1. Overeenkomstig de algemene voorwaarden die door de academische overheden worden vastgesteld, hebben toegang tot de studies van master specialisatie, de studenten die houder zijn van :

1° een academische graad van master ;

2° een academische graad gelijkaardig aan deze vermeld in het vorige lid, uitgereikt door een instelling van hoger onderwijs in de Vlaamse Gemeenschap, in de Duitstalige Gemeenschap of door de Koninklijke Militaire School, krachtens een beslissing van de academische overheden en onder de eventuele bijkomende voorwaarden die zij stellen;

3° een buitenlandse academische graad die krachtens dit decreet, een Europese richtlijn, een internationaal verdrag of andere wetgeving, onder dezelfde voorwaarden, erkend is als gelijkwaardig aan deze vermeld in punten 1° en 2°.

De aanvullende voorwaarden voor toegang bedoeld in punt 2° zijn bedoeld om te waarborgen dat de student de vakken en vaardigheden heeft verworven die voor de studies in kwestie vereist zijn. Wanneer deze aanvullende toegangsvoorwaarden bestaan uit een of meer aanvullende cursussen, mogen deze voor de student niet meer dan 60 extra studiepunten vertegenwoordigen, waarbij rekening wordt gehouden met alle studiepunten die hij anders bij toelating zou kunnen gebruiken. Deze cursussen maken deel uit van het studieprogramma van de student.

§ 2. Onder de algemene voorwaarden bepaald door de academische overheden kan een student die houder is van een bekwaamheidsbewijs, een diploma, een graad of een getuigschrift van de tweede cyclus, binnen of buiten de Franse Gemeenschap, die hem geen toegang geeft tot de studies van master specialisatie krachtens de vorige paragraaf, toch worden toegelaten door de examencommissie van de betrokken studies, onder de aanvullende voorwaarden die zij bepaalt, wanneer het geheel van de door hem gevolgde hoger onderwijsstudies of verworven competenties door de examencommissie op ten minste 240 studiepunten wordt gevaloriseerd.

§ 3. In afwijking van deze algemene voorwaarden, van de aanvullende voorwaarden die ze bepalen kunnen de academische overheden toelaten tot de studies van master specialisatie de houders van een bekwaamheidsbewijs, een diploma, een graad of een getuigschrift uitgereikt buiten de Franse Gemeenschap die in dit stelsel van oorsprong rechtstreeks toegang geven tot studies van de derde cyclus, zelfs indien de studies die met deze graden worden bekrachtigd niet in afzonderlijke cycli of in ten minste vijf jaar worden georganiseerd."

Afdeling 3. — Gepersonaliseerde toelatingen

Art. 15. Artikel 117, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Hoofdstuk 7. — Studieprogramma en evaluaties

Afdeling 1. — Examencommissies

Art. 16. In artikel 131, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet wordt het woord "beraadslagen," ingevoegd tussen de woorden "zijn belast" en het woord "bekrachten".

Art. 17. Artikel 133 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 133. De beraadslagingen van de examencommissie worden achter gesloten deuren gehouden. Alle leden van de examencommissie moeten de geheimhouding van de beraadslaging en van de eventuele stemmingen respecteren.

Voor de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus en deze van het einde van de cyclus worden de beslissingen van de examencommissie bekendgemaakt door middel van een proclamatie en een aanplakking gedurende ten minste vijftien dagen na de proclamatie.

Voor andere studenten kunnen de beslissingen van de examencommissie alleen bekendgemaakt worden door aanplakking.

De examencommissie beslist op soevereine en collegiale wijze. Haar beslissingen zijn met redenen omkleed.

Op gewoon verzoek ontvangt de student nadere gegevens over de resultaten van de evaluaties van de vakken waarop de beraadslaging is gebaseerd.

Afdeling 2. — Diploma's

Art. 18. In artikel 145 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden " Ze verwijzen duidelijk naar het diplomasupplement dat ermee gepaard gaat" vervangen door de woorden "Teneinde de student nauwkeurig te identificeren en de internationale authenticiteit van de diploma's uitgereikt door de instellingen van hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap zijn erkend, te waarborgen, worden op elk diploma zijn naam, voornaam, geboorteplaats en geboortedatum vermeld. In elk diploma wordt uitdrukkelijk verwezen naar het bijbehorende diplomasupplement;

2° na het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Personen wier naam of voornaam overeenkomstig de toepasselijke wetgeving is gewijzigd, kunnen de instelling die hun een diploma heeft uitgereikt, verzoeken kosteloos een getuigschrift van gelijkwaardigheid met het diploma af te geven waarin rekening wordt gehouden met deze wijziging van naam of voornaam, mits het verzoek vergezeld gaat van documenten waaruit deze wijziging blijkt.

Hoofdstuk 8. — *Steun voor succes*

Art. 19. In artikel 148 van het decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met een littera 8°, luidend als volgt

“8° de organisatie van blanco examens, blokperiodes, begeleide revisiesessies, vraag-en-antwoordsessies voorafgaand aan de evaluatie en tutoraat;

2° tussen het vierde en vijfde lid worden drie nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

“Vóór elk academiejaar stellen de overheden van de instellingen voor hoger onderwijs een strategisch plan op met de maatregelen die zij wensen te nemen om het slagen van studenten te bevorderen, in het bijzonder :

1° het ondersteuningsbeleid voor studenten ;

2° bijzondere maatregelen om het niet-slagen te bestrijden;

3° maatregelen voor opvang-, informatie-, evaluatie-, oriëntatie- en remediëringsbeleid.

Deze plannen worden aan de ARES meegedeeld.

De jaarverslagen die de middelen verantwoorden die toegekend worden in het kader van de steun voor succes, worden opgesteld met verwijzing naar deze strategische plannen en ARES neemt ze op in haar analyse van deze bewijsverslagen;

3° in het oude zesde lid dat het negende lid wordt, worden de woorden “ten minste 45 studiepunten uit” opgeheven.

Art. 20. Artikel 150 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 150. Voor de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus die aan het einde van de eerste vier maanden voor een van de beoordelingen niet het vereiste minimumaantal punten hebben behaald, is de instelling verplicht om aan het einde van de volgende twee vier maanden van het academiejaar ten minste twee andere beoordelingsperiodes te organiseren die betrekking hebben op dezelfde opleidingen. In afwijking van artikel 100 kunnen de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus er vóór 15 februari voor kiezen hun activiteitenprogramma voor de tweede vier maanden in te krimpen. Dit gewijzigde programma wordt opgesteld in overleg met de examencommissie en omvat specifieke remediëringsactiviteiten.

Het eerste lid is niet van toepassing op de onderwijseenheden van de rest van het cyclusprogramma.

Art. 21. In artikel 151 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid en het tweede lid worden vervangen als volgt :

“Bij individuele en gemotiveerde beslissing kunnen de academische overheden uitzonderlijk aan een student een vermindering van het programma toestaan bij de inschrijving. Deze vermindering kan alleen worden toegekend om naar behoren aangetoonde professionele, academische, sociale of medische redenen.

Bij individuele en gemotiveerde beslissing kunnen de academische overheden een student uitzonderlijk een vermindering van het programma tijdens het academiejaar toestaan. Deze vermindering kan alleen worden toegekend om naar behoren aangetoonde ernstige sociale of medische redenen.

2° in het derde lid worden de woorden “artikel 107, derde lid,” vervangen door de woorden “artikel 107, zevende lid,”.

**TITEL II. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971
op de financiering en de controle van de universitaire instelling**

Art. 22. In artikel 36^{quater} van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “met het oog op het bevorderen van de in artikel 148 bedoelde initiatieven en steun voor succes” vervangen door de woorden “met het oog op de organisatie van steun voor succes, overeenkomstig artikel 148”;

2° het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 36^{quater}/1 van diezelfde wet wordt het derde lid opgeheven.

Art. 24. Artikel 36^{sexies} van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 36^{sexies}. Elke instelling stelt een jaarlijks activiteitenverslag op, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld na advies van de ARES, en die met name het volgende omvat :

1° het beleid gevoerd ten aanzien van studenten die zijn ingeschreven in het eerste jaar van de eerste cyclus ;

2° georganiseerde activiteiten;

3° de doelgroep ;

4° het aanwezigheidspercentage in verhouding tot de doelgroep;

5° een evaluatie van de ingevoerde maatregelen en van de mogelijke verbeteringspunten.

De ARES is verantwoordelijk voor de analyse van deze verslagen voor de identificatie van goede praktijken en de formulering van voorstellen voor alle instellingen in dit verband. Zij stelt tevens een activiteitenverslag op over het gebruik van de uitkering bedoeld in artikel 36^{quater}, derde lid.

**TITEL III. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering
van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies**

Art. 25. Artikel 5 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies wordt vervangen als volgt :

“Art. 5 § 1. Naast de in artikel 3 genoemde voorwaarden komt een student in aanmerking voor financiering:

1. of bij de inschrijving voor een studiecycclus, zonder dat hij/zij tijdens de vijf voorafgaande academiejaren reeds voor dezelfde studiecycclus was ingeschreven;

2. of wanneer hij/zij alle studiepunten verworven heeft bij zijn vorige inschrijving voor deze cursus met een minimum van 45 studiepunten van zijn jaarlijks programma, behalve in geval van vermindering;

3. of wanneer hij/zij voldoet aan voldoende academische slagenvereisten zoals beschreven in de volgende paragrafen.

§ 2. Een student die is ingeschreven voor een eerste studiecycclus die leidt tot een bepaalde academische graad van 180 studiepunten, voldoet niet langer aan de voldoende voorwaarden voor academisch welslagen als zich één van de volgende situaties voordoet :

1. aan het einde van zijn eerste inschrijving in deze cursus als de student de studiepunten verbonden aan ten minste één van de onderwijseenheden van het eerste jaarblok niet verworven of gevaloriseerd heeft;

2. na twee inschrijvingen in de eerste cyclus als de student de eerste 60 studiepunten van het eerste jaarblok van zijn/haar cursus niet verworven of gevaloriseerd heeft;

3. na vier inschrijvingen in de eerste cyclus als de student geen 120 studiepunten van zijn/haar cursus verworven of gevaloriseerd heeft;

4. na vijf inschrijvingen in de eerste cyclus als de student niet alle studiepunten van zijn cursus verworven of gevaloriseerd heeft.

Met uitzondering van het eerste lid, 2°, na twee inschrijvingen in de eerste cyclus, kan worden geacht aan voldoende voorwaarden voor succes te hebben voldaan, mits de examencommissie hiermee instemt:

1° de student bedoeld in artikel 100, § 1, vierde of vijfde lid, van het decreet van 7 november 2013 die 60 studiepunten heeft verworven of gevaloriseerd, waarvan ten minste 50 studiepunten uit het eerste jaarblok ;

2° de student bedoeld in artikel 100, § 1, zesde lid, van hetzelfde decreet die ten minste 50 studiepunten van het eerste jaarblok heeft verworven of gevaloriseerd, onder voorbehoud van bijkomende voorwaarden bepaald door de examencommissie, die hem kan verplichten zich in te schrijven voor de succesondersteunende activiteiten bedoeld in artikel 148.

In deze gevallen moet het saldo van de studiepunten van het eerste jaarblok in het volgende academiejaar volledig worden behaald om te blijven voldoen aan de voldoende slaagvoorwaarden.

De examencommissie analyseert de resultaten van elke student die in aanmerking zou kunnen komen voor de uitzonderingen vermeld in het tweede lid, 1° en 2°.

Naast de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 3°, voldoet een student die is ingeschreven in een eerste studiecycclus die leidt tot een bepaalde academische graad van 240 studiepunten niet langer aan de voldoende slaagvoorwaarden wanneer hij zich in een van de volgende situaties bevindt

1. op het einde van zes inschrijvingen in de eerste cyclus als hij geen 180 studiepunten van zijn/haar programma heeft verworven of gevaloriseerd;

2. na zeven inschrijvingen in de eerste cyclus als hij niet alle studiepunten van zijn programma heeft verworven of gevaloriseerd.

Een student die is ingeschreven voor specialisatiestudies in de eerste cyclus voldoet niet langer aan de voldoende slaagvoorwaarden als hij na twee inschrijvingen in de eerste cyclus niet alle studiepunten van zijn cursus heeft verworven of gevaloriseerd.

§ 3. Een student die is ingeschreven voor een tweede studiecycclus die tot een bepaalde academische graad leidt, voldoet niet langer aan de voldoende slaagvoorwaarden als hij zich in één van de volgende situaties bevindt :

1. na twee inschrijvingen in de tweede cyclus als hij geen 60 studiepunten van zijn cursus heeft verworven of gevaloriseerd, met inbegrip, in voorkomend geval, van de studiepunten van het aanvullende programma bedoeld in artikel 111 van het voornoemde decreet van 7 november 2013;

2. na vier inschrijvingen in de tweede cyclus als hij geen 120 studiepunten van zijn cursus heeft verworven of gevaloriseerd;

3. na zes inschrijvingen in de tweede cyclus als hij niet alle studiepunten van zijn cursus heeft verworven of gevaloriseerd.

Wanneer in toepassing van artikel 111 van voornoemd decreet van 7 november 2013 in bijkomende toegangsvoorwaarden is voorzien, komt de student in aanmerking voor :

1. een bijkomende inschrijving waarbij deze bijkomende voorwaarden ten hoogste 30 bijkomende studiepunten vertegenwoordigen;

2. twee bijkomende inschrijvingen waarbij de bijkomende voorwaarden 31 tot 60 studiepunten vertegenwoordigen.

§ 4. Voor de toepassing van §§ 2 en 3 wordt geen rekening gehouden met de inschrijvingen tijdens de vorige academiejaren die aanleiding hebben gegeven tot het behalen van een academische graad.

§ 5. In geval van heroriëntering komt de student bedoeld in de paragrafen 2 en 3 in aanmerking voor een bijkomende inschrijving. Dit voordeel wordt echter slechts eenmaal toegekend voor de duur van de betrokken cyclus. In afwijking van paragraaf 2, eerste lid, 2°, moet een student die zich heroriënteert na de tweede inschrijving in de cyclus bachelor ten minste de eerste 50 studiepunten van zijn cursus verworven of valoriseren na maximaal drie inschrijvingen in de cyclus, en de eerste 60 studiepunten van zijn cursus na maximaal vier inschrijvingen voor deze cursus.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder heroriëntatie verstaan de hypothese voorzien in artikel 102, § 3, van het decreet van 7 november 2013 of die waarbij een student zich bij het begin van het academiejaar inschrijft voor een studieprogramma dat tot een academische graad leidt zonder er reeds voor ingeschreven te zijn, maar wel reeds voor een ander studieprogramma ingeschreven te zijn geweest.

Bovendien, wanneer een student zich in een situatie van programmavermindering bevindt met toepassing van artikel 150 zonder heroriëntering of van artikel 151 van het decreet van 7 november 2013, geniet hij van een bijkomende halve inschrijving in de betrokken cyclus. Bij de berekening van de cyclus wordt de som van de extra inschrijvingen naar boven afgerond op het eerstvolgende gehele getal.

§ 6. De student die zich inschrijft voor een eerste studiecycclus op basis van de voorwaarden bedoeld in artikel 107 van het decreet van 7 november 2013, wordt geacht regelmatig ingeschreven te zijn geweest voor elk academiejaar volgend op het behalen van het diploma, het bekwaamheidsbewijs of het getuigschrift bedoeld in deze toegangsvoorwaarden, voor een jaarprogramma van 60 studiepunten van de bedoelde studies, met uitzondering van de jaren waarvoor hij het bewijs levert dat hij tijdens het bedoelde jaar niet was ingeschreven voor een activiteit van hoger onderwijs of een vergelijkend examen of een toegangsexamen zowel binnen als buiten de Franse Gemeenschap. Dit

bewijs kan worden geleverd door elk officieel document of, bij gebreke van een naar behoren gemotiveerd document wegens overmacht, door een verklaring op erewoord van de student waaruit blijkt dat het materieel onmogelijk is een dergelijk document over te leggen.

§ 7. In afwijking van § 2, eerste lid, 2° tot 4°, heeft een student die voor het eerst is ingeschreven in een eerste jaar van de eerste cyclus en die op het einde van dit jaar ten minste 45 studiepunten van de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma in de diergeneeskundige wetenschappen heeft verworven, maar die geen toegangstest na het cyclusprogramma heeft verkregen, recht op een bijkomende inschrijving.

§ 8. Voor de studenten bedoeld in artikel 100, § 3 van het decreet van 7 november 2013 wordt de naleving van de voorwaarden om in aanmerking te komen voor financiering van de student in elk van de twee cycli afzonderlijk gecontroleerd.

TITEL IV. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Hoofdstuk I. — *Overgangsbepalingen*

Art. 26. Artikel 100, §§ 6 en 7, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, blijft van kracht tot 13 september 2023.

Art. 27. Studenten die bij de inwerkingtreding van dit decreet reeds ingeschreven zijn voor een studiecycclus in de Franse Gemeenschap, blijven onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 11 april 2014 die van toepassing waren op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, zolang zij deze studiecycclus volgen en ten laatste tot en met het academiejaar 2023-2024.

Hoofdstuk 2. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 28. Het decreet van 27 december 1993 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting wordt opgeheven voor het niveau van het hoger onderwijs.

Art. 29. Tijdens het academiejaar 2026-2027 zal de ARES het nieuwe systeem evalueren wat betreft het studententrajec (met inbegrip van het afstuderen) en de organisatie van de instellingen (met inbegrip van de gevolgen voor hun financiering).

Art. 30. Dit decreet treedt in werking met ingang van het academiejaar 2022-2023, met uitzondering van artikel 13, 2°, van dit decreet en artikel 100, § 3, van het decreet van 7 november 2013, zoals vervangen bij artikel 7 van dit decreet, die in werking treden met ingang van het academiejaar 2023-2024. Artikel 13, 1° van dit decreet treedt in werking op de tiende dag na de dag waarop het decreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 december 2021.

De Minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-Voorzitter en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en Toezicht op Wallonië-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vice-voorzitter en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 307-1. — Commissieamendement(en), nr. 307-2. — Commissieverslag, nr. 307-3. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 307-4

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 1 december 2021.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/205880]

3 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon exemptant le plan d'aménagement foncier « Rumes-Brunehaut » d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, articles D.52 à D.61;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, article D.286;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 décidant de procéder à l'aménagement foncier « Rumes-Brunehaut »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, tel que modifié;

Vu l'acte d'échange d'exploitation « Rumes-Brunehaut » du 18 décembre 1995;